



Communiqué de presse

PARIS, le 29 octobre 2024.

3 journées de carence et un taux de remboursement à 90 % en cas de maladie : Les nouvelles propositions du gouvernement Barnier pour « rendre encore plus malades » les agent.es de la Fonction Publique Hospitalière !

La proposition de 3 jours de carence et d'un remboursement à 90 % du brut indiciaire en cas de maladie pour les agent.es dans toute la Fonction Publique est une vraie provocation. Une pénalisation de la maladie qui se rajoute à la suspension des primes dès le premier jour d'arrêt maladie, sachant qu'elles peuvent représenter jusqu'à 25% dans notre champ professionnel. Pendant que les agent.es de l'hôpital public et des établissements du sanitaire, du médico-social et du social de la fonction Publique Hospitalière se décarcassent au quotidien pour remplir leurs missions de services publics, pour accueillir et prendre soin de la population, avec toujours moins de moyens, le gouvernement décide de s'attaquer sans scrupule à un de leur droit fondamental : la protection de celles et ceux-ci en cas de maladie.

Dans le secteur privé les 3 jours de carence et la perte de salaire en cas de maladie sont en grande partie couverts par les conventions collectives ou les organismes de prévoyance dont les salarié.es dépendent. Le gouvernement donne le mauvais exemple. Le patronat du secteur privé risque de s'appuyer sur cette mauvaise décision pour attaquer lui aussi à ces droits.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale réaffirme sa totale opposition à ces mesures iniques faites par le gouvernement Barnier et le ministre de la Fonction Publique, Guillaume Kasbarian, dans le cadre de la simplification et de la transformation de l'Action Publique de France et du Projet de Loi des Finances. C'est une véritable régression des conquies des agent.es et un non-sens en matière de santé publique.

Cette nouvelle attaque faite aux fonctionnaires et aux agent.es de la Fonction Publique Hospitalière démontre que le gouvernement Barnier n'est pas aux cotés des agent.es dont il a la responsabilité et qui pourtant remplissent des missions essentielles de services publics auprès de la population 24h sur 24h, 365 jours par an.

Après avoir été applaudi et encensé, les professionnels des établissements du sanitaire, du social et du médico-social lors de la pandémie du COVID, ils ont été appelés à se rendre au travail même malade pour enrayer cette crise sanitaire. Aujourd'hui le gouvernement Barnier leur fait payer le prix fort, il veut faire des économies sur leur dos, c'est la double peine pour les agent.e.s.

Rappelons les conditions de travail désastreuses, le manque de moyens chroniques, le désinvestissement de l'état pourtant employeur, le manque d'attractivité dans les métiers du soin et du lien le manque de sens au travail n'auront comme conséquence qu'une nouvelle fuite des professionnels. Une nouvelle baisse de rémunération, pendant les arrêts maladies des fonctionnaires hospitaliers est tout bonnement scandaleux

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale appelle avec d'autres organisations syndicales à une journée de mobilisations et de grève nationale ce 29 octobre pour interpellier les élu.es parlementaires et exiger des moyens supplémentaires dans le cadre du débat sur le PLF et le PLFSS 25 pour notre système de santé et de protection sociale. L'amélioration des droits et des conditions de travail des salarié.es et la prise en charge de la population sont une priorité et mérite mieux qu'une politique guidée par des logiques comptables, austère et inhumaine.